REPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENT DE SAONE-ET-LOIRE

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 23 NOVEMBRE 1958

3e Circonscription Electorale

Electrices, Electeurs,

N'attendez pas de moi que je traite dans cette circulaire TOUS les problèmes que posent à vous la vie de chaque jour, la vie régionale, la vie nationale ; chacun d'eux mérite d'être étudié et ne saurait souffrir de solution improvisée.

Je voudrais seulement vous donner les idées de base, comme je les conçois, et qui contiennent, à mon avis, le remède aux difficultés dont nous souffrons encore.

IL FAUT QUE CELA CHANGE, nous a-t-on dit ; il ne faut pas que la Ve République ressemble aux deux précédentes et meure comme elles.

Déjà, en 1956, tout devait changer ; les programmes le disaient et les Français l'espéraient. Cependant, les mêmes hommes, les mêmes partis, unis moins visiblement qu'en 1951, des Socialistes aux Indépendants, en passant par le M.R.P. et les Radicaux, ont refait la grande majorité des élus et vous avez vu la IVe République s'effondrer sous le poids des trahisons, des turpitudes et des scandales. Encore devons-nous nous réjouir que tout cela ne se soit pas terminé dans le sang des Français.

A VOUS de dire si cela doit vraiment CHANGER : *le 23 Novembre attend votre décision.* A VOUS de dire si les mêmes, aux ordres de Washington, de Londres ou de Moscou, doivent continuer ou si la France va redevenir définitivement *maîtresse de son destin et de son patrimoine.*

Le 13 Mai, un espoir est né. La venue du Général de Gaulle et son autorité ont fait espérer à une immense majorité des Français un renouveau national. Le Général pouvait promouvoir les hommes nécessaires et nous aurions préféré cela ; il ne l'a pas fait et *vous laisse le soin de ce choix,* et il n'aspire qu'à orienter ensuite son action selon la volonté de la population.

Votre choix, qui est en même temps votre DEVOIR, est lourd de conséquences et vous le comprenez certainement.

Vous voulez mettre un frein à cette gabegie qui vous écrase.

A VOUS de dire si vous acceptez de voir se poursuivre la cencentration capitaliste ou l'étatisation industrielle. Ce serait approuver et continuer à payer cette pluie de subventions, représentant plus d'un quart des impôts que vous versez, et cela malgré la dette de 11.000 milliards qui pèse sur nos finances. Encore faut-il ajouter que la dette extérieure est ignorée, le ministre des Finances, M. Pinay, ayant déclaré qu'on ne pouvait publier le rapport du Comité des Sages, car ce serait la révolution.

Vous voulez une véritable égalité fiscale, par l'impôt à la base ; vous voulez voir se perpétuer l'exploitation libre, qu'elle soit agricole, commerciale, industrielle, artisanale.

Vous désirez une décentralisation de l'industrie par des entreprises aidées, s'il le faut, par des PRETS et non des *Subventions.*

L'activité qui pourrait résulter de ces réformes pour notre région pourrait faire revivre nos villages, où les maisons s'effondrent, alors qu'il n'y a pas de logements dans les villes.

Cette rénovation serait grandement facilitée par les grandes artères de circulation. Il ne faut pas que l'atout de premier ordre que constitue pour notre région la grande artère OCEAN-SUISSE, actuellement en projet, ait le sort du chemin de fer Paris-Lyon, qui devait passer par Autun.

L'équipement économique en serait transformé, car cette voie réveillerait les activités naturelles de nos régions, avec la construction d'abattoirs, l'organisation des marchés de viande, qui trouveraient un débouché tout naturel par la grande route.

Ces questions d'un intérêt régional ne doivent pas faire oublier le plan national.

Là, notre idée est nette : il n'y a qu'une crise en France : celle de l'HONNETETE SOUS TOUTES SES FORMES. Le passé a vu d'innombrables candidats solliciter des mandats et, lorsqu'ils les avaient obtenus, c'était, trop souvent, pour pratiquer la politique d'avantages et de facilités.

On a vu les villes qui avaient l'avantage de posséder un ministre bénéficier d'une faveur scandaleuse ; on a vu, dans les administrations, des fonctionnaires qui « fonctionnent » et c'est heureusement la majorité, mais on a vu aussi des profiteurs sans aucun travail, ou avec des libertés scandaleuses ; on a vu le travail régulier sanctionné et le trafic ignoré, quand il n'était pas encouragé. *C'est cela qu'il faut changer.*

A VOUS de dire si vous désirez vraiment cette révolution de nos mœurs et de notre mentalité.

A vous, **PAYSANS**, de dire si vous désirez voir continuer l'exode qui a déjà vu la « reconversion » de 600.000 d'entre vous, pendant qu'on achètera à l'étranger ce que nous ne pourrons plus produire ;

A vous, **OUVRIERS**, de dire si vous êtes prêts à être envoyés quelque part en Europe, au gré des trusts qui savent créer des zones de chômage (et en bénéficier) ;

A vous, **MENAGERES**, de dire si les statistiques réconfortantes que diffusent les journaux sont bien d'accord avec les prix que l'on vous demande pour tous vos achats ;

A vous, **EPARGNANTS** de dire ce que vous pensez des dévaluations successives, qui, chez un particulier, se nomment simplement faillites, et peuvent mener leurs responsables devant les tribunaux ;

A vous tous de dire que vous voulez vraiment que le système qui a fait faillite change A LA BASE, et non pas seulement dans les discours.

Est-il besoin de vous dire que je ne pourrai visiter les 89 communes de notre circonscription ? Je fais confiance à ceux qui me connaissent un peu ; je fais confiance aux autres, auxquels je dirai, non sans une certaine fierté, que ma famille habite depuis plus de 200 ans à Reclesne, où reposent mes ancêtres, ainsi que l'un de mes frères, parti bien jeune, tous fidèles à la tradition familiale de dévouement au bien commun.

Pour les habitants du Creusot et de cette région, mon remplaçant éventuel, M. Claude BRIERE, n'est pas un inconnu. Tout le monde sait qu'il a fallu les excès de certaines Administrations pour qu'il accepte de militer dans la défense de la liberté du travail.

Ce n'est pas MOI qui changerai tout, mais j'ai la foi en tous ceux qui pensent comme moi à une réforme des consciences, plus qu'à une modification des lois.

Au naufrage, on ne fait pas appel à ceux qui sont cause du désastre ; on fait appel à des hommes que ne pousse pas l'ambition, mais qui veulent sincèrement le renouveau de notre pays et ne demandent qu'à faire l'effort nécessaire pour cela.

Romain ROUSSELIN

Exploitant Agricole et Agent d'Assurances, à AUTUN.
Candidat du Parti Paysan d'Union Sociale
présidé par Paul ANTIER, ancien ministre de l'Agriculture
Avec l'investiture de Défense des Libertés,
présenté par Pierre POUJADE.

Remplaçant éventuel :

Claude BRIERE

Exploitant Agricole à Saint-Martin-du-Tartre
et ancien Transporteur, LE CREUSOT.

I. N. D. A., Autun.